



8 Place Malus - 18000 BOURGES  
Tél 02 48 21 24 79  
cgt.ud.cher@wanadoo.fr

# TOUS EN GREVE ET DANS LA RUE

## LE 24 SEPTEMBRE 2019

### TRAVAILLER PLUS POUR GAGNER MOINS EN RETRAITE LA REFORME DES RETRAITES, C'EST NON !



Macron veut un débat national sur son projet de réforme des retraites. Ce projet, s'il voit le jour, ne va pas aller dans le sens du progrès social tant attendu par des millions de salariés, de retraités, de chômeurs, bien au contraire. Il engage pour l'avenir une régression sociale jamais vue jusque là, même si ses prédécesseurs ont déjà bien contribué à ce que les pièces de l'échiquier soient posées.

Tout ce qui est dit par le gouvernement et les médias qui relaient allègrement ces informations, n'est que de la propagande non fondée et surtout erronée pour faire avaler une pilule très amère. Et cette pilule n'est pas le remède mais bien le poison. Les propositions qui ressortent du dialogue, et non de la concertation engagée depuis des mois, sont uniquement celles du gouvernement. Quelques modifications, à la marge, proposées par la CFTD ont été acceptées. Encore une fois, cette organisation syndicale dite "de défense des intérêts des salariés" n'existe que pour soutenir gouvernements et patronat, et cela depuis plusieurs années, les faits sont là.

Ce projet bien avancé est la priorité de la rentrée de l'ensemble du gouvernement. Tout le monde est sur le pont et ils s'engagent, coûte que coûte, à combattre pour convaincre. C'est une transformation totale du modèle social à la française, issu, après guerre, de la bataille des militants de la CGT et du Parti Communiste Français. Le capitalisme n'a cessé de le combattre depuis sa création.

Et pourquoi cet acharnement ? C'est simple. Il faut diminuer le montant des pensions et dans le même temps notre salaire socialisé, vous savez, ces fameuses "charges" ou encore le "coût du travail". Il faut absolument que les profits soient encore plus nombreux et que les salaires, quels qu'ils soient, en

activité, au chômage ou en retraite soient les plus faibles possible. Il est là, le cœur de ce que veulent le patronat et gouvernement.

Pour ce faire, ils proposent de concert, de :

**Travailler encore plus**, au minimum 64 ans, voire plus. Ils proposent un "âge pivot", nouvelle dialectique pour dire "âge minimum" pour pouvoir toucher sa retraite à taux plein, sinon, avant, c'est 10% de moins. Autant dire que le calcul risque d'être vite fait pour une majorité d'entre nous.

**De baisser les pensions**. Passer d'un calcul sur les 25 meilleurs années au lieu de 10 auparavant était déjà un sacré recul, mais en venir à la carrière complète revient à rebaisser les pensions de 10 à 30%. Il en serait de même pour les fonctionnaires qui passeraient des 6 derniers mois à, là aussi, la carrière complète. Les salaires des fonctionnaires étant similaires à ceux du privé en fin d'activité, tout en sachant que leurs salaires n'ont pas augmenté depuis plus de 10 ans et que l'arrivée dans la fonction publique est généralement très mal payée, eux aussi auraient une sacrée diminution de leurs pensions. Et bien évidemment les femmes de tous les secteurs seraient les premières en difficulté et doublement pénalisées.

**Supprimer les 42 régimes existants**. C'est une des règles d'or de la réforme, pourquoi ? C'est un moyen formidable de baisser le niveau des pensions tout en faisant valoir ce qu'ils appellent "l'équité et la solidarité". Mais ces termes-là veulent simplement dire pour eux "nivellement par le bas et tout le monde à la même enseigne", quels que soient le métier, sa pénibilité, sa dureté, sa spécificité.

Ce sont deux mots qu'il faut surtout bien maîtriser pour ne pas tomber dans une sorte d'idée de pot commun "équitable et solidaire", entre salariés portant la justice sociale qui ne fera, in fine, que des retraités pauvres voire miséreux. Ce ne sont pas les salariés et les retraités qui auraient des statuts différents qui seraient responsables des choix patronaux de ne pas améliorer les statuts des autres salariés. Des privilégiés, il y en a, certes, mais ils ne sont pas là où ils nous le disent.

**Supprimer les dispositifs de départs anticipés pour des métiers pénibles.** Pourquoi pas les militaires ? Ils ne sont pas toutes et tous exposés de la même manière, ils et elles ne font pas les mêmes métiers, il y a ou avait quasiment tous les corps de métier et pourtant ils ont toutes et tous les mêmes droits sans conditions. Ne faudrait-il pas s'inspirer de leur statut et le généraliser y compris pour le régime de retraite ? Une vraie question qui se pose. Dans le même temps, la réforme propose d'allonger le temps de travail pour celles et ceux qui sont au plus près de ceux qui ont le plus besoin, dans les hôpitaux ou les EHPAD, les structures d'accueil pour personnes handicapées, d'enfants. Quand on connaît la dureté de ces métiers, on peut se demander ce que feront les personnels en fin de carrière. Les départs anticipés doivent être maintenus et généralisés.

**Mettre en place un système par points au service de la finance au détriment des retraités.** On sait ce qu'on paiera mais pas ce que l'on touchera car la valeur du point variera selon la conjoncture économique, la démographie, l'espérance de vie, etc... et également selon les injonctions de la Banque Mondiale et des institutions européennes. La retraite par points, c'est une chute du montant des pensions de 10 à 30%, les Suédois en font l'expérience. L'argument du "1 euro cotisé c'est 1 euro reversé" n'est pas vrai. C'est une escroquerie intellectuelle. C'est un recul sans précédent du mode de calcul perdant-perdant.

**Un pilotage opaque et une gouvernance dans le respect d'une règle d'or.** Ce système dit "universel"

est conçu à enveloppe constante : les dépenses comme les retraites devront rester les mêmes quel que soit le nombre de retraités. Et comme nous savons que ce nombre va considérablement augmenter, il est donc prévu que les pensions baissent. Ça n'existe pas dans le régime actuel.

**Instaurer un minimum retraite de 1000 euros pour une carrière complète.** Il faudra avoir travaillé plus de 42 ans pour pouvoir toucher ce qui ne correspond pas, dans le régime actuel, à ce quoi vous avez droit. C'est l'instauration, comme pour les salaires avec le SMIC, d'une pension minimum qui sera la règle, regardons pour les salaires, pour tous les retraités. Voulons-nous ce régime au rabais ?

Le gouvernement dépense énormément d'énergie pour essayer de convaincre parce qu'il sait qu'une grande majorité des salariés ne veut pas de ce projet. Ils ont raison de ne pas être d'accord car d'autres solutions existent, portées par la CGT.

**Nos propositions sortent de la logique de la réduction des droits collectifs,** elles mettent fin aux inégalités Femme/Homme, elles garantissent un haut niveau de l'ensemble des pensions. Elles sortent de la logique purement comptable pour aller dans le sens de l'intérêt de toutes et tous. Elles s'appuient sur les richesses créées dans les entreprises, les services et la fonction publique par les travailleurs, pour être redistribuées tout de suite pour celles et ceux qui sont en retraite. Elles ne laissent personne sur le bord de la route et permettent de se projeter en retraite sans avoir peur du lendemain.

Enfin, elles constituent une base solide pour un changement de société.

**Pour connaître en détails nos propositions, prenez contact avec un syndiqué de la CGT et, le mieux, adhérez à la CGT.**

**VOUS SEREZ ACTEUR ET DECIDEUR.**

Bourges, le 12 Septembre 2019

## **TOUS EN GREVE ET DANS LA RUE** **LE 24 SEPTEMBRE 2019**

### **RASSEMBLEMENTS**

<b><u>BOURGES</u></b>	<b>10 H 00</b>	<b>PLACE SERAUCOURT</b>
<b><u>VIERZON</u></b>	<b>10 H 30</b>	<b>FORUM REPUBLIQUE</b>
<b><u>SAINT-AMAND</u></b>	<b>10 H 00</b>	<b>PLACE DE LA REPUBLIQUE</b>
<b><u>SAINT-FLORENT</u></b>	<b>10 H 30</b>	<b>PLACE DE LA REPUBLIQUE</b>
<b><u>LA GUERCHE</u></b>	<b>10 H 30</b>	<b>PLACE DU GENERAL DE GAULLE</b>

**TOUS  
à la  
manif !**